

<https://ricochets.cc/Gilets-jaunes-mutilations-et-violences-policieres-ordonnees-et-ou-couvertes-par-gouvernement.html>



Gilets jaunes : les mutilations et violences policières sont ordonnées et/ou couvertes par le gouvernement et la hiérarchie

Date de mise en ligne : jeudi 24 janvier 2019

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Introduction

Déjà la force policière légalement autorisée est souvent disproportionnée et attentatoire aux libertés (sous prétexte d'état d'urgence, de terrorisme), mais en plus on observe toujours des violences policières illégales, qui ensuite sont souvent légalisées.

Comme le capitalisme, l'Etat n'a rien de naturel ni de spontané

L'Etat s'est imposé comme LE système qui gère le monde découpé en nations concurrentes, il a imposé son règne le plus souvent par la force, les pillages, les massacres, les guerres, les assimilations forcées, et il s'est arrogé le monopole de la force pour que rien ne change (décriant toute résistance un peu vive comme de la « violence » inacceptable et faite par des « casseurs »). **Comme le capitalisme, l'Etat n'a rien de naturel ni de spontané**, c'est une structure bureaucratique centralisée autoritaire qui justifie (ou tente de rendre acceptable) ses violences et innombrables coercitions par une certaine sécurité et un certain confort qui seraient maintenus pour les populations vivant sous son joug (avec toute une hiérarchie et des privilégiés).

Avec le verni des fausses démocraties, le système étatique/politique/économique a pu davantage faire accepter son hégémonie et ses violences, notamment en octroyant (sous la contrainte des mouvements de révolte) des élections, des droits d'expression (limités et contrôlés par la puissance des médias publics et privés), des protections sociales.

► Mais à présent, ce verni craque de partout :

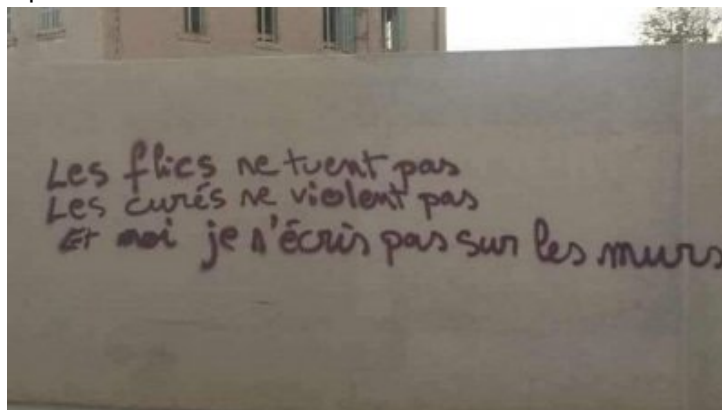
- De plus en plus de gens comprennent bien qu'on subit une fausse démocratie
- Les omissions, mensonges et manipulations des médias éclatent
- Les inégalités sociales criantes augmentent (toujours plus pour les plus riches)
- la précarité sociale et la misère augmentent (toujours plus de privatisations et moins de services publics), révélant que ce système n'est pas bénéfique socialement
- Les toujours temporaires « conquis » sociaux sont repris au profit du privé
- Le système économique totalitaire dont on nous a temps vendu les bienfaits se révèle ultra-destructeur du climat et du vivant (animaux, sols, rivières, eau, forêts, air...). Si on ne l'arrête pas très vite il va même rendre la Terre invivable !
- Depuis quelques années, les violences policières s'amplifient et sortent des banlieues, le verrouillage du système apparaît au grand jour

La France, pays particulièrement centralisé et autoritaire, est le seul pays européen à utiliser des grenades explosives pour le maintien de l'ordre, alors que, tout comme les LDB (armes pires que les anciens flashballs), elles sont très dangereuses et peuvent être mortelles.

Le système antidémocratique et extrémiste au pouvoir ne peut ni ne veut rien lâcher d'autres que des miettes. Contraints par les exigences très fortes du capitalisme (concurrence, compétitivité, toujours plus pour les riches, toujours plus de concentration), les politiciens au pouvoir ne sont que des larbins interchangeables. Ce sont aussi des garde chiourmes prêts à utiliser les forces de police pour contenir violemment les personnes dès qu'elles sortent du rang ([chiffres jusque 10 décembre](#)).

Bien sûr certains sont pire que d'autres, comme le régime de Macron, c'est aussi une question d'époque, le dogme plombant et violent du tout sécuritaire est dorénavant bien installé.

En conséquence, **le régime a choisi depuis le début la stratégie de la terre brûlée, de la surenchère violente, de la [répression féroce](#)** et illimitée, et ça ne fait que s'aggraver sur les plans policiers et judiciaires. De nouvelles lois iniques anti-manifestant.e.s sont déjà prévues, sans parler des projets en cours de contrôles numériques automatisés (par des systèmes produits par des multinationales hégémoniques telles que Google et Facebook) poussés au niveau européen par Macron.



"La grande loi, la grande règle de l'État c'est de faire régner l'ordre. Ce n'est pas l'ordre légal qui compte d'abord, c'est l'ordre dans la rue. Il n'y a de contrainte fidèle aux lois, soumise à la justice que lorsque les situations ne sont pas trop difficiles, lorsque les citoyens sont obéissants, lorsque l'ordre règne en fait. Mais sitôt que l'on est en crise et en difficulté, alors l'État se déchaîne, et il fait comme pour Nuremberg, il fabrique des lois spéciales pour justifier son action qui en elle-même est pure violence. Ce sont les « lois d'exception », dans l'« état d'urgence », notions qui existent dans tous les « pays civilisés ». On est en présence d'une apparence de légalité recouvrant une réalité de violence. Et nous retrouvons cette relation de violence à tous les niveaux de la société. Car la relation économique, la relation de classe sont-elles autre chose que des relations de violence ? Il faut vraiment accepter de voir les choses comme elles sont et non comme on les imagine ou comme on les souhaite !" - *Jacques Ellul*

Le sinistre Castaner ment

Récemment, [le tyran Castaner a menti a plusieurs reprises](#) en affirmant sans honte : « *Moi, je ne connais aucun policier, aucun gendarme, qui ait attaqué des Gilets jaunes* » !

C'est un double mensonge, car tout le monde sait les attaques de flics sur des dizaines de gilets jaunes.

Et c'est d'autant plus énorme que c'est Casataner (et Macron et les autres tyrans) qui ont ordonné aux policiers d'être sans pitié, de faire peur, d'être très fermes !

- Castaner, [c'est Big Brother incarné](#).

que le gouvernement ordonne en douce des répressions violentes et illégales.

Les policiers qui visent volontairement les têtes (au risque de tuer, d'éborgner, et en tout cas de mutiler gravement comme on a pu le constater !) savent parfaitement qu'ils agissent illégalement (à part peut-être quelques uns, les premiers temps).

Ils savent qu'ils pourraient être poursuivis pour actes illégaux. Donc, pour limiter les risques de poursuites, ils se masquent le visage et enlèvent leurs matricules (ou le masquent) pour être plus difficilement reconnaissables. Ne pas avoir de matricule lisible est illégal, mais bien sûr leurs hiérarchies laissent faire car les chefs savent qu'ils ont ordonné ou laissé faire des actes illégaux et couvrent leurs subordonnés.

Ce qui explique aussi que souvent les flics veulent empêcher que soient filmées leurs interventions (alors que c'est parfaitement légal de filmer les policiers sur l'espace public). Souvent ils intimident, arrêtent des filmeurs, détruisent des enregistrements, cassent ou confisquent des appareils, etc.

Comme, de manière générale, les politiciens et la « justice » sont très « compréhensifs » et cléments avec les flics, les exactions policières illégales ont très peu de chances d'être punies. D'autant que ce sont des flics (IGPN, police des polices) qui enquêtent sur d'autres flics dans ces affaires là !

[Les policiers savent cette impunité structurelle, et se sentent d'autant plus libres d'agir illégalement](#) et d'obéir à n'importe quels ordres.

Les institutions antidémocratiques en place (justice, Etat, politiciens haut placés) ont absolument besoin des flics pour faire régner leur ordre injuste et destructeur, donc elles seront généralement clémentes même quand les flics dérapent complètement. Les dirigeants ne vont pas critiquer ou condamner les bras armés qui protègent la perpétuation de leur Pouvoir et de l'ordre établi qui leur profite si bien.

Il est connu de longue date qu'il y a très peu de condamnations de policiers (relaxes, sursis...) et que les « bavures » s'accumulent, notamment dans les banlieues.

► Autres illégalités constatées, elles sont nombreuses :

- frapper un.e manifestant.e passif qui est au sol
- non assistance à personne en danger après un tir de LDB
- tirs tendus de lacrymos ou de grenades explosives en direction de manifestant.e.s (actes pouvant entraîner des morts)
- emploi de grenades explosives de manière offensive (de surcroît souvent envers des manifestant.e.s qui fuient ou ne présentent pas de réel danger) (actes pouvant entraîner des morts)
- Insultes, menaces
-

► Voir : [Désarmons-les ! - collectif contre les violences d'Etat](#)

Le régime ordonne donc des répressions illégales (notamment viser les têtes au LDB) et se drape dans la soi-disant démocratie et sa soi-disant légitimité pour se couvrir. Macron, Castaner et les autres tyrans tentent de masquer les actes illégaux qu'ils ordonnent aux policiers en disant que les gilets jaunes sont très très dangereux, que des policiers ont été blessés et qu'ils n'avaient pas le choix.

C'est doublement mensonger :

- La plupart du temps, les mutilés par LDB étaient inoffensifs ou fuyaient
- Viser la tête est interdit dans tous les cas, sauf peut-être en cas de réelle légitime défense (cas rares et spécifiques où le flic pourrait utiliser une arme à feu) express (à préciser).

Les flics aux ordres du régime en fait se vengent souvent sur tout manifestant.e qui passe, et appliquent des

violences et terreurs indifférenciées pour casser le soulèvement.

La doctrine officielle de la proportionnalité de la force employée par les policiers est en fait une fiction qui n'est que rarement appliquée sur le terrain, et quand des policiers ne la respectent pas elle est très rarement sanctionnée.

Depuis novembre 2018, on observe aussi la complicité des députés LREM, et aussi des syndicats réformistes, des médias et de la plupart des partis politiques, qui ne protestent pas vraiment contre les ultra-violences policières et relaient les mensonges et éléments tronqués du régime.

C'est seulement tout récemment que certains médias ont parlé un peu des violences policières !

Le régime instrumentalise les policiers, qui sont payés avec notre argent, et ensuite on voit des cagnottes pour les soutenir ! C'est assez incroyable, ils sont payés, bénéficient de la sécurité et de la protection du régime de fonctionnaire, et il faudrait leur donner de l'argent, pour les remercier d'être si obéissants au régime qui leur demande de maltraiter les manifestant.e.s !!??

Depuis le soulèvement des gilets jaunes, le régime et ses alliés montrent au grand jour leur folie, leur violence et leur absence de scrupules.

RAPPELS

Pendant la 2e guerre mondiale, [les flics et juges français ont obéi pour la plupart aux ordres du régime de Vichy/Pétain](#), et ils étaient d'accord de traquer les juifs, les résistants et les communistes...!

- ▶ [La police de Vichy : l'obéissance aveugle... jusqu'à l'abomination](#)
- ▶ [Le juge doit-il appliquer une loi inique ? + La justice des années sombres. 1940-1944](#)

Pour les gouvernements du régime toute violence décidée par l'Etat est légitime, même si illégale, en revanche toute violence exercée par quelqu'un du peuple est illégale et illégitime, même si elle cherche à instaurer la démocratie et l'égalité sociale.

Références, sources, pour aller plus loin

Des articles à lire absolument !

- ▶ Lire l'article édifiant [Les blessés éborgnés par les forces de l'ordre ne le sont pas par accident](#)

Selon le décompte partiel du collectif Désarmons-les, douze personnes ont perdu un oeil dans la répression du mouvement des gilets jaunes. Quatre ont perdu une main. Les tirs de balles en caoutchouc avec les LBD 40 ne sont pas, contrairement à ce qu'affirme la police, imprécis. Enquête.

Quelles responsabilités ?

« Vous savez, ces blessures laissent des séquelles à vie. Nous sommes une sorte d'association des gueules cassées par armes de la police », explique un membre du collectif [Désarmons-les](#). « Avant 2018 on avait 2 ou 3 personnes mutilées par ans. En 2018, avant les gilets jaunes, on était plutôt autour de 5. Depuis novembre, les chiffres explosent », poursuit-il.

L'usage des LBD est autorisé par le responsable hiérarchique, qui tient ses directives du préfet, qui les tient lui-même du ministère, indique un policier. « C'est la plupart du temps oral et nous savons très bien que celui qui sera poursuivi, c'est le policier auteur des tirs, pas l'Etat », conclue-t-il.

Mais comme la plupart des policiers auteurs des tirs sont en civil, sans signe distinctif permettant de les identifier, les procédures ont peu de chances d'aboutir... Pratique.

- ▶ [\[DOSSIER\] FLASHBALL LBD40 : PRÉSENTATION DÉTAILLÉE, DÉTAILS DE COURS ET MODALITÉS D'EMPLOI](#)
- ▶ **[Violences policières : "Il y a derrière chaque blessure une industrie qui tire des profits"](#)** - *Le chercheur et militant anti-sécuritaire Mathieu Rigouste, auteur de "La Domination policière" (éd. La Fabrique, 2012), analyse la répression sévère du mouvement des "gilets jaunes" et du mouvement lycéen ces dernières semaines, qui a fait des centaines de blessés et des dizaines de mutilés.*
- ▶ Le journaliste indépendant David Dufresne recense les violences policières depuis le début du mouvement des gilets jaunes. Invité d'Aude Lancelin dans l'Entretien Libre, il revient sur l'intensité inédite de la répression policière subie par les gilets jaunes, "un nombre de blessée.e.s et mutilé.e.s jamais vu", "le maintien de l'ordre français n'a pas évolué" :

Lecture

[GILETS JAUNES : DES VIOLENCES POLICIÈRES JAMAIS VUES - DAVID DUFRESNE](#) par [Le Média-Â] https://www.youtube.com/channel/UCT67YOMntJxfRnO_9bXDpww
<https://youtu.be/lp1LoauFhds>

- ▶ **Voir aussi : [Violences policières contre les Gilets jaunes : « Cette répression laissera des traces »](#)** - *Parcourir « Allô Place Beauvau », le fil Twitter que le journaliste David Dufresne a lancé le 4 décembre dernier pour recenser les violences policières, procure vite une sensation d'écoeurement. D'autant que la liste ne cesse de s'allonger : 207 signalements - souvent assortis de vidéos - à l'heure où ces lignes sont écrites...*
- ▶ **[Mathieu Rigouste : « Les violences de la police n'ont rien d'accidentel »](#)** - *Le sociologue Mathieu Rigouste, auteur d'État d'urgence et business de la sécurité, se porte en faux : la police et les forces de l'ordre doivent être analysées en tant que système, cadre et structure, et non plus considérées comme une somme d'agents autonomes et plus ou moins « bons » ou « méchants », « républicains » ou « honnêtes ». Entretien avec ce partisan libertaire de l'« autodéfense populaire ».*